

Tunisie / MED : Les IDE en voie de refondation

D'après le bilan annuel de l'Observatoire des Investissements et Partenariats en Méditerranée ANIMA-MIPO, 2010 a été marquée par de bons résultats en termes d'attraction d'investissement direct étranger (IDE) et de partenariats internationaux vers les pays MED (les 9 partenaires du sud, plus la Libye et la Turquie). Prise entre deux crises (la tourmente économique mondiale des années 2008-2009 et les révolutions arabes du début 2011), 2010 a également été une année de transition pour la rive sud de la Méditerranée.

Le nombre d'annonces de projets d'IDE est largement reparti à la hausse dans les pays MED avec 826 projets détectés en 2010 contre 542 en 2009, soit +52%. La hausse est moins nette en termes de montants: 33,2 milliards d'euros contre 28,4 milliards d'euros en 2009, soit +17%. Les partenariats internationaux d'entreprises poursuivent pour leur part leur augmentation : 493 projets en 2010 contre 288 en 2009, soit +71%. Il faut y voir en partie l'effet du programme Invest in Med, qui se consacre à ces partenariats et les détecte mieux.

En termes de pays d'origine, les entreprises européennes viennent largement en tête en 2010 avec la moitié des investissements en montants. Abonnés à la deuxième place du palmarès, les pays du Golfe sont maintenant rejoints par les USA/Canada et les pays émergents. La prédominance européenne est encore plus forte pour les partenariats (264 projets, soit 54% du total en 2010), l'Amérique du Nord venant ensuite (20% des projets), puis le Golfe (12%). Mais, par rapport à 2009, les partenaires du Golfe triplent et ceux entre pays MED doublent, ce qui est très encourageant pour l'avenir de l'intégration sud-sud.

La Turquie, l'Egypte et Israël s'affirment comme les trois destinations majeures des IDE. Au Maghreb, seule la Tunisie a enregistré une forte hausse des IDE avant la crise politique de la fin de l'année 2010. Les annonces d'IDE sont en revanche au plus bas depuis quatre ans en Libye, et elles se maintiennent à un niveau comparable à celui de 2009 au Maroc. Au Machrek, l'Egypte est loin de ses records passés, la Syrie confirme son attractivité nouvelle, le Liban reçoit surtout des investissements de portefeuille et les autres pays (Jordanie et surtout Palestine) stagnent.

Ces évolutions apparaissent positives, les investissements et partenariats pouvant ainsi servir d'outils efficaces pour le développement économique de la région. En 2010, les IDE ont créé près de 175 000 emplois directs (contre 93 000 en 2009), et environ 585 000 emplois indirects, soit 760 000 emplois au total. C'est une importante contribution à la croissance, à l'équipement productif, à la création des richesses et donc finalement à la stabilité de la région. Malgré ces résultats indiscutables, le modèle de développement des pays méditerranéens partenaires de l'Europe apparaît contesté, à travers les changements en cours en particulier en Afrique du Nord (Tunisie, Egypte, Libye) : c'est que les dividendes de l'ouverture économique ne bénéficient guère à la masse de la population et s'accompagnent d'effets indésirables (forte concentration des IDE sur certains espaces, valeur ajoutée locale trop réduite, impact parfois négatif sur l'environnement ou la culture, éviction de certaines entreprises domestiques au profit d'opérateurs étrangers etc.).

Le Maghreb à la traîne

Sur les 3 dernières années, la Turquie, l'Egypte et Israël s'affirment comme les 3 destinations majeures des IDE, quelle que soit la source. Les performances du Maghreb, par contre, sont globalement décevantes, sauf pour la Tunisie, quasiment au niveau de voisins trois fois plus peuplés.

Le Maroc, brillant pour les partenariats et apprécié des PME, n'a pas réalisé un très bon score, et moins encore l'Algérie, marquée par un certain antilibéralisme (restrictions sur les importations, sur le contrôle des IDE etc.). Seule, au Maghreb, la Tunisie a enregistré une forte hausse des IDE (retour au niveau des années 2006-2007) avant la crise politique de la fin de l'année 2010. Au Machrek, qui se maintient globalement après le retrait des investisseurs du Golfe à partir de 2008, l'Égypte est loin de ses records passés, la Syrie confirme son attractivité nouvelle, le Liban reçoit surtout des investissements de portefeuille et les autres pays (Jordanie et surtout Palestine) stagnent. L'annexe 1 fournit des données pays plus détaillées.

Les investissements tunisiens au Maghreb

Avec 33 projets lancés entre 2003 et 2010 (7 en 2010), la Tunisie est la plus active. Mais en montants nets investis (169 millions d'euros sur l'ensemble de la période, dont 14 en 2010), elle est largement dépassée par la Libye, la Palestine et le Maroc. Les entreprises tunisiennes investissent dans de nombreux secteurs en Algérie et en Libye : les services financiers et de conseil (TLG, Amen Bank, TÜV Maghreb), les industries chimique et pharmaceutique (STPA, Medis), la métallurgie (Loukil), les travaux publics (Poulina). On les retrouve également dans l'équipement automobile, le tourisme et les transports en Égypte et au Maroc. Moins dynamique en nombre de projets (15 entre 2003 et 2010, dont 2 en 2010), la Libye a néanmoins investi 515 millions d'euros dans la région sur l'ensemble de la période (74 millions en 2010), essentiellement au Maroc et en Tunisie : le fonds souverain Lafico y a racheté plusieurs hôtels, Libyan Petroleum y développe quant à lui un réseau de stations essences, racheté à Exxon Mobile, etc. Le Maroc a quant à lui annoncé pour 388 millions d'euros d'investissement net dans 14 projets entre 2003 et 2010 (3 en 2010), pour la plupart dans le secteur bancaire en Tunisie (Attijariwafa Bank). La Palestine, l'Algérie et la Syrie sont moins actives dans la région.

Avec l'instauration de régimes démocratiques, l'Égypte, la Tunisie et la Libye pourraient renforcer leur présence dans la région et relancer l'intégration panarabe. Bien qu'elle ne soit pas arabe, la Turquie jouera sûrement un rôle majeur dans ce processus, prévoit l'étude d'Anima qui se conclut en ces termes:

« Les récents développements révèlent un autre sud que celui qu'imaginaient des stratégies européens aux approximations parfois désastreuses et dévoilent des aspirations légitimes assez convergentes avec celles des pays développés (démocratie, bonne gouvernance, justice, création de richesses etc.). Cette découverte de valeurs finalement communes devrait faciliter, après les turbulences de départ, la refondation d'une politique de voisinage trop frileuse, et d'une Union pour la Méditerranée ambitieuse mais bloquée dans ses starting-blocks »

<http://www.africanmanager.com/articles/132521.html>